



## Autour d'un livre

Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013, 256 pages

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2013/4 N° 132 , PAGES 175 À 196  
ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811111113

DOI 10.3917/polaf.132.0175

Date de mise en ligne : 07/02/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-4-page-175?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Marielle Debos

*Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013, 256 pages.

## LE POINT DE VUE DE LAURENT GAYER

Issu d'une recherche doctorale, *Le métier des armes au Tchad* est la restitution d'une enquête au long cours, revisitant la trajectoire singulière du Tchad à travers les transformations, au fil de son histoire tumultueuse, de l'un de ses secteurs d'activité les plus prospères mais aussi les plus controversés : le métier des armes. Comme le montre l'auteure dans la première partie de l'ouvrage, consacrée à l'historicité de ce « métier », repérer des lignes de continuité dans certaines pratiques sociales n'implique pas nécessairement d'y voir un atavisme national. Si le métier des armes au Tchad a une longue histoire, celle-ci est loin d'être univoque et linéaire : la reproduction de ces pratiques guerrières à travers le temps s'est faite sur le mode de la « réinvention constante » plutôt que sur celui « de la répétition ou de la reproduction mécanique des pratiques et ethos du passé » (p. 44).

Cette histoire longue du métier des armes au Tchad est d'abord une histoire impériale. Bien que sous des modalités sensiblement différentes de celles qui ont présidé à la formation des États européens, la guerre – et, ici, les razzias, plus brèves et surtout plus asymétriques – ont également façonné les États-empires tchadiens. Loin de s'opposer, guerre et commerce font bon ménage. Les États mènent des guerres offensives pour mieux participer au commerce transsaharien, tandis que le commerce « permet l'acquisition de « biens » qui participent du

développement et du maintien de la bureaucratie d'État : des chevaux, des armes à feu » (p. 47). Si ces conflits sont parfois « sans fin », c'est qu'ils mettent en jeu une économie politique de la prédation consubstantielle à la formation de l'État. L'accumulation prédatrice ne vient pas corrompre le pouvoir d'État : elle en est le moteur, alimenté par des guerres perpétuelles. Les sultans des empires musulmans de la région n'ont pourtant pas le monopole du mercantilisme guerrier. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste ainsi à l'émergence de contre-pouvoirs à la croisée du militaire, de l'économie et du religieux. La confrérie de la Sanûsiyya, en particulier, vient battre en brèche les images d'Épinal de l'islam soufi, en fondant une véritable « théocratie militaire » (p. 51) avant d'encadrer la résistance à l'occupant français. Cette occupation, loin de se solder par une pacification de la société tchadienne, comme le clament les élites politiques françaises, va au contraire ouvrir de nouvelles perspectives de carrière aux hommes en armes. Plus encore que dans le reste de l'empire, la gestion de l'État colonial est ici confiée à des militaires, qui ont recours à un gouvernement indirect faisant la part belle aux chefs et supplétifs locaux. Certains de ces « auxiliaires en armes » prospéreront ainsi dans le giron d'un État colonial lui-même fortement militarisé, à l'instar du *faki* Naïm, dont le parcours sinueux vient illustrer les relations



« dialogiques » entre officiers français et supplétifs locaux (p. 55-58).

Les dynamiques économiques et politiques du Tchad postcolonial sont donc ancrées dans une histoire longue, où apparaissent des lignes de continuité : « l'utilisation d'hommes en armes aux fidélités mouvantes et le recours à des auxiliaires qui vivent sur les populations sont des traits marquants

**« SI LE MÉTIER DES ARMES  
AU TCHAD A UNE LONGUE HISTOIRE,  
CELLE-CI EST LOIN D'ÊTRE  
UNIVOQUE ET LINÉAIRE. »**

des sociétés politiques tchadiennes du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours » (p. 57). Loin de clore cette histoire mouvementée, l'accès du Tchad à l'Indépendance, en 1960, vient lui ajouter un nouveau chapitre, avec l'avènement des « politico-militaires », ces entrepreneurs politiques qui font le choix des armes pour avancer leurs pions sur un « marché politique non pacifié » (p. 67). Ces « politico-militaires » prennent de multiples visages : celui du militaire de carrière, souvent formé dans l'armée coloniale, mais aussi celui du révolutionnaire (*suwaar*) à partir des années 1960, marquées par l'émergence de la rébellion du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat). En s'inscrivant dans la durée, la rébellion se professionnalise : elle s'autonomise progressivement, pour sa survie, des populations civiles, ouvrant à son tour de véritables perspectives de carrière. Projets d'ascension sociale, aspirations réformistes et assignations identitaires se conjuguent pour inciter un nombre croissant de jeunes Tchadiens à prendre le maquis, aucun de ces facteurs ne s'exerçant cependant de manière mécanique et définitive. Même la guerre civile (1979-1982), qui contribue au

durcissement des identités régionales et religieuses, ne met pas fin au pluralisme identitaire. Aucune affiliation n'est éternelle et la fluidité règne en maître dans ce milieu politico-militaire dont la professionnalisation – ici entendue au sens d'autonomisation sociale<sup>1</sup> – n'exclut pas la volatilité croissante des allégeances et, par ricochet, des figures d'altérité. Le pays des « guerres sans fin » est aussi celui des « guerres fraternelles » (voir plus loin).

Étude de cas fouillée, éclairée par une fréquentation assidue du terrain tchadien autant que par le souci de la profondeur historique, l'ouvrage de Marielle Debos est pourtant bien plus qu'une monographie réussie. Parfois recueilli dans des conditions difficiles, le matériau historique et ethnographique mobilisé ici n'est pas seulement fascinant en soi ; il est mis au service d'un constant travail d'élaboration théorique, donnant lieu au développement de notions émiques qui résonnent bien au-delà des frontières du Tchad. C'est le cas, par exemple, de la gouvernementalité du « décret sans numéro », métaphore par laquelle les Tchadiens désignent l'exercice officieux du pouvoir d'État. Il y a là un constat confinant au cynisme sur la nature fondamentalement arbitraire de ce pouvoir. De manière plus originale, cette métaphore condense un ensemble de représentations du politique, forgées par une longue histoire de guerres et de violences. À travers le « décret sans numéro », ce n'est pas seulement à l'arbitraire de l'État que les Tchadiens font référence, mais à tout un ensemble de pratiques du pouvoir qui, aussi peu conformes au modèle de l'État légal-rationnel soient-elles, n'en esquissent pas moins un véritable mode de gouvernement : un « gouvernement par les armes », qui repose autant sur « le gouvernement du monde des armes (les dispositifs visant à contrôler les combattants,

les militaires et les bandits de grand chemin)» que sur « le gouvernement de l'État et de la société par les hommes en armes » (p. 42). De fait, comme le montre Marielle Debos à travers une série de carrières emblématiques, ces hommes en armes sont rarement dans une position d'extériorité radicale par rapport à l'État. Les réflexions de l'auteure prolongent sur ce point celles de Bruce Berman et John Lonsdale sur la « formation » de l'État, popularisées en France par les travaux de Jean-François Bayart<sup>2</sup>. À rebours des approches pathologisantes, marquées au sceau de l'eurocentrisme, en termes d'« échec » ou d'« effondrement » de l'État<sup>3</sup>, Marielle Debos démontre qu'il n'y a pas de jeu à somme nulle entre l'État officiel et l'État officieux : « le renforcement de l'un n'entraîne pas nécessairement l'affaiblissement de l'autre » (p. 232). En se penchant sur toute une gamme de « pratiques peu wébériennes du pouvoir » (*id.*), elle montre ainsi que la diminution des capacités régulatrices de l'État ne se traduit pas nécessairement par sa dissolution ou même par son affaiblissement. Tous les organes de l'État ne s'affaiblissent d'ailleurs pas avec la même intensité et au même rythme.

Un autre grand mérite de l'ouvrage tient à son articulation entre trajectoires collectives et carrières individuelles, et au traitement de ces dernières à partir d'une grille d'analyse « démotivée »<sup>4</sup>, qui ne préjuge pas de l'intentionnalité des acteurs et se focalise sur le « comment » plutôt que sur le « pourquoi » des parcours de mobilisation violente. L'articulation entre l'exercice intermittent du métier des armes et « l'économie de la débrouille » (p. 152) est à cet égard particulièrement instructive, en montrant que bien souvent « on ne choisit pas le métier des armes, on s'y résigne » (p. 158). Et de même que les identités sont plus souvent le produit que la cause des conflits (p. 84),

« les préférences des individus ne sont pas données *ex ante* : elles changent avec les opportunités et les contraintes produites par la guerre et ses protagonistes » (p. 123). N'étant ni spécialiste du Tchad ni même africaniste, je serais bien en peine de restituer et d'évaluer en détails l'histoire éminemment complexe que Marielle Debos retrace ici. Cette méconnaissance du

**« LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE  
DU TCHAD, AUSSI SINGULIÈRE  
SOIT-ELLE,  
N'A RIEN D'EXCEPTIONNEL. »**

contexte présente cependant un avantage dont je souhaiterais tirer parti : elle constitue une invitation à relever le défi comparatiste lancé par l'auteur, lorsque cette dernière suggère que la trajectoire historique du Tchad, aussi singulière soit-elle, n'a rien d'exceptionnel. Les pages qui suivent constituent donc en quelque sorte un retour reconnaissant à l'envoyeur, en lui confirmant, preuves à l'appui, la validité de son intuition comparatiste. Avant de poursuivre dans cette voie, une mise en garde s'impose cependant : ces commentaires sont moins le fruit d'une recherche systématique de la comparaison que des éléments de réflexion issus de la rencontre entre une lecture et un processus d'écriture : *Le métier des armes au Tchad* est sorti au moment où je mettais la dernière touche à un ouvrage issu d'une enquête de longue durée sur l'histoire des conflits armés de Karachi, qui défend une thèse similaire – derrière le chaos apparent de cette mégapole se profile une configuration sociale violente mais relativement stable et prédictible, qu'après Bertolt Brecht et Michael Taussig je problématiserai en termes de « désordre ordonné »<sup>5</sup>. Et si la lecture du livre de Marielle Debos m'a



renforcé dans l'idée que mon propre objet de recherche n'était pas non plus aussi exceptionnel qu'il pouvait y paraître, c'est l'esprit absorbé par Karachi et sa *gestalt* violente que j'ai lu *Le métier des armes au Tchad*, sans doute en y projetant beaucoup (trop?) de mes préoccupations du moment. Il ne me reste qu'à espérer que ce point de vue résolument orienté ne m'ait pas mis des œillères ni ne m'ait empêché de rendre justice, comme il le mérite, à ce livre d'exception.

« EN DÉPIT (ET PARFOIS EN VERTU)  
DE L'ANARCHIE QUI SEMBLE  
PRÉVALOIR AU TCHAD SUITE  
À DES DÉCENNIES DE CONFLIT,  
IL EXISTE DES RÈGLES. »

S'il n'est jamais cité dans l'ouvrage, l'ombre de Norbert Elias flotte sur celui-ci. Elias est en effet l'un des premiers sociologues à avoir délié la problématique de l'ordre social de celle du contrôle de la violence, pour montrer que « même dans le chaos et la dégénérescence, même dans le plus grand désordre, la vie en société a toujours une forme particulière<sup>6</sup> ». Rompant avec les lectures souvent hâtives de Hobbes, notamment celle de Parsons et ses disciples<sup>7</sup>, Elias pose là les bases d'une conception alternative de l'ordre social, plus ouverte, moins normative et moins eurocentrique que les conceptions dominantes (qui restent encore très prégnantes comme le suggère le succès de l'ouvrage récent de Douglass North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast<sup>8</sup>). Même s'il me semble que ses travaux sont parfois contradictoires sur ce terrain (que l'on pense à sa « loi monopolistique », à vocation universelle, caractérisant le « processus de civilisation »<sup>9</sup>), il y a là matière à réflexion, à rebours des approches domi-

nantes en science politique, aux États-Unis notamment mais pas seulement.

Dans cette veine, encore peu travaillée en France<sup>10</sup>, l'un des grands mérites de l'ouvrage de Marielle Debos est de montrer, de manière très convaincante, qu'en dépit (et parfois en vertu) de l'anarchie qui semble prévaloir au Tchad suite à des décennies de conflit, il existe des règles, des frontières, des hiérarchies connues de tous, qui structurent le champ des possibles et, par là même, constituent les conditions de possibilité d'un « gouvernement par les armes ». L'auteure résume sa position d'une formule forte : « le Tchad n'est pas en proie au chaos mais à un système politique qui n'a jamais exclu la guerre » (p. 67). Il est cependant possible d'aller plus loin : dès lors que la problématique de l'ordre social se trouve détachée du contrôle de la violence – notamment dans des situations, comme celles du Tchad ou du Pakistan, où le marché politique n'a pas été pacifié –, il faut poser séparément la question subsidiaire et pourtant capitale des processus de régulation de la violence, ou de ce que Paul Richards qualifie de « mécanismes institutionnels contenant les conflits armés dans certaines limites sur le long terme<sup>11</sup> ». Autrement dit, comment expliquer qu'en dépit de décennies de conflit, marquées par des séquences successives – bien que souvent discontinues – d'escalade dans la violence et de polarisations ethniques et politiques, les conflits tchadiens n'aient pas dérapé dans une guerre civile généralisée, voire dans des conflits d'extermination ? L'un des points les plus intrigants de la trajectoire tchadienne, à cet égard, concerne l'ontologie de ces conflits<sup>12</sup> et l'absence d'ennemi au sens schmittien – il s'agirait essentiellement de « guerres « fraternelles » (p. 24) », puisqu'après tout les adversaires d'aujourd'hui pourraient bien être les

partenaires de demain, d'autant plus que les lignes de « conflit » correspondent rarement aux lignes de partage ou, au contraire, aux groupes de solidarité primaire (les Tchadiens – mais ils ne sont pas les seuls – sont vraiment des objets bien indociles pour le sociologue pressé, ou tout simplement convaincu que penser, c'est classer). Mon propre terrain pakistanais m'incite pourtant à relativiser cette hypothèse d'une régulation « ontologique » des conflits tchadiens, ou tout au moins de leur niveau de violence. À Karachi, par exemple, on se tue aussi entre « amis » – dans ce cas entre partis politiques participant aux mêmes gouvernements de coalition – mais avec une cruauté inégalée dans le reste du Pakistan. Là, au contraire du Tchad, la routinisation de la violence semble jouer en faveur du recours à la terreur, c'est-à-dire de l'escalade qualitative sinon quantitative dans la violence performative. Une telle « créativité » dans les formes de la violence semble totalement absente dans le cas tchadien, ce qui m'amène à renouveler ma question initiale : quels sont les mécanismes, au plan collectif et éventuellement au plan individuel, incitant les combattants à la retenue ? La question me semble d'autant plus importante que Marielle Debos s'inscrit dans une problématique connexe – celle du *métier* des armes – qui soulève la question des effets de mimétisme, d'entraînement voire de concurrence entre professionnels ou « amateurs-experts » de la violence.

L'historicisation méticuleuse de ce métier des armes est tout aussi stimulante que les développements de l'ouvrage sur l'informalisation du pouvoir d'État et, en sens inverse, la mise en ordre du désordre chronique. Pour alimenter la discussion – il ne s'agit donc en aucun cas d'une « critique » – je suggérerais simplement de réintégrer, à nouveau, la question du « sale

boulot » au cœur de la réflexion. Car si le livre est très riche sur les trajectoires fluctuantes et les frontières fluides de la catégorie des hommes en armes – et, depuis l'Indépendance, des « politico-militaires » – il s'approche finalement assez peu du *travail* violent des combattants et notamment de ses aspects *a priori* les plus déplaisants (c'est d'ailleurs un choix de l'auteure, qui à une approche en termes de « travail » préfère celle par le « métier », ouvrant le champ à une analyse longitudinale des pratiques et sociabilités en temps de guerre et d'entre-guerres). Si ce choix est pleinement justifié, n'y-a-t-il pas là un risque de désincarner la guerre, voire de l'euphémiser ? On lit, ici ou là, que tel ou tel protagoniste se livre à des « exactions », contre les populations civiles notamment, ou que la répression emporte des dizaines de milliers d'opposants, familles comprises. Les guerres « fraternelles » du Tchad peuvent donc bien être violentes – extrêmement violentes même. Mais alors qui tue qui, et comment ? Analyser la guerre comme « situation », cela n'implique-t-il pas, aussi, de considérer l'interaction violente qui y est au cœur ou qui, tout au moins, en constitue l'horizon ?

« ON A PARFOIS L'IMPRESSION,  
EN LISANT CET OUVRAGE  
PAR AILLEURS SI RICHE,  
QUE LES HOMMES EN ARMES  
DU TCHAD NE LES UTILISENT PAS,  
OU SI PEU. »

On gagnerait également à en savoir un peu plus sur les effets d'émulation à l'œuvre chez les hommes de troupe, qui jouent un rôle capital dans la socialisation à la violence et dans son escalade, comme l'a si bien montré Chris Browning<sup>13</sup>. Ces effets d'entraînement horizontaux – par mimétisme



autant que par concurrence – peuvent aussi bien s'exercer dans le domaine du « sale boulot » (« *getting good at being bad* ») que dans la surenchère vers l'exemplarité (l'héroïsme, le martyr ou tout simplement la conformité), toutes activités demandant l'acquisition, l'exercice et l'évaluation de compétences. On a parfois l'impression, en lisant cet ouvrage par ailleurs si riche, que les hommes *en armes* du Tchad ne les utilisent pas, ou si peu (et si mal, quand ils

« CE BEL OUVRAGE MÉRITE  
D'ÊTRE LU BIEN AU-DELÀ  
DES MILIEUX AFRICANISTES. »

le font). Ce dernier point, renvoyé à une note de bas de page (p. 171), me semble d'ailleurs capital : comment expliquer qu'après des décennies de conflit, les combattants tchadiens continuent à « tirer comme des patates », si l'on en croit les militaires français cités dans ladite note de bas de page. Autrement dit, comment expliquer que le succès durable du « métier des armes » au Tchad ne se soit pas accompagné d'une plus grande professionnalisation des activités guerrières, cette fois au sens technique du terme ? L'explication par la discipline – ou son déficit – laisse un peu sur sa faim. On peut également supposer que ces combattants manquent de pratique – il semble finalement que l'on se batte assez peu au Tchad, et très irrégulièrement. Comme toute activité professionnelle, faire la guerre implique la maîtrise de compétences « ésotériques »<sup>14</sup>, forgée par la pratique. Or, l'exercice intermittent du métier des armes ne joue guère en faveur de l'acquisition de ces compétences, surtout lorsqu'il s'agit d'utiliser des armes au maniement complexe. C'est d'ailleurs ce qui rend les « amateurs » de la violence

potentiellement plus dangereux que ces « professionnels ». Comme me le confiait l'un des mes interviewés résidant dans un quartier du centre-ville de Karachi, théâtre d'une sanglante guerre des gangs depuis le début des années 2000, le récent passage des gangsters du quartier de la Kalachnikov au lance-roquettes a bouleversé les conditions de vie des résidents, en se traduisant par une augmentation sans précédent des victimes collatérales : peu familiers de ces armes, les gangsters ratent souvent leur cible, emportant au passage des pans entiers d'immeubles d'habitation... La mise à disposition des gangsters de Lyari de ces armes de guerre a ainsi remis en cause le fragile équilibre qui permettait aux habitants de s'accommoder des « petites abominations quotidiennes »<sup>15</sup>. Du jour au lendemain, la situation est alors devenue intolérable pour une population qui s'était pourtant habituée aux batailles de rue à l'arme automatique. Ce dérèglement du conflit, suite à l'introduction d'une asymétrie entre l'outillage et le savoir-faire des combattants, rappelle que toutes les armes ne se valent pas. Là encore, on aimerait en savoir plus dans le cas du Tchad : à quelles armes ont accès les combattants locaux, et avec quels résultats pour les combattants eux-mêmes comme pour les civils ? Une autre question, plus simple encore mais trop souvent négligée par les analystes du conflit armé, s'impose ici : dans quels contextes et sous quelle autorité ces armes servent-elles principalement à tuer, à exercer une force de dissuasion, à mettre en scène son pouvoir, ou encore à accumuler des richesses ? Et parmi tous ceux qui ont accès aux armes, au moins à titre ponctuel, quels sont ceux qui s'imposent comme les plus compétents dans la violence ? Que signifie, d'ailleurs, au Tchad ou ailleurs, « exceller » dans la violence ?

Cela implique-t-il d'abord l'acquisition d'une expertise technique ou, comme le suggère Randall Collins, d'une maîtrise de soi dans des situations de forte tension émotionnelle – « *being cool in the midst of other people's hot emotions* <sup>16</sup> » ? Cette évaluation des compétences martiales varie fortement d'un groupe à l'autre, y compris sur un même terrain de conflit. À Karachi, par exemple, la militarisation de la branche étudiante du Pakistan Peoples Party (PPP), au début des années 1980, a été impulsée par des têtes brûlées qui brillaient par leur incompétence technique autant que par leur inconstance émotionnelle : rétifs à toute planification stratégique, ces petits criminels (*badmash*) vouant un attachement quasi-dévoionnel à la famille Bhutto avaient tendance à dégainer d'abord et réfléchir ensuite, y compris lorsque leurs « leaders » leur avait préalablement intimé de tempérer leurs ardeurs. Loin de les blâmer pour cette recherche acharnée de la confrontation, ces mêmes « leaders » les regardaient cependant avec fascination, non seulement parce que leurs excès mêmes étaient le signe de leur dévouement sans faille à la cause, mais aussi parce qu'ils révélaient un sens de l'initiative dans des situations potentiellement dangereuses, dans lesquelles ces intellectuels se sentaient singulièrement démunis. Quelques années plus tard, le corps d'élite du Mohajir Qaumi Movement (MQM, devenu le parti dominant à Karachi à la fin des années 1980) se développerait sur une logique très différente, autour de « gardes du corps » (*janissar*) à la fois plus disciplinés et plus brutaux, portés à des excès d'une toute autre nature (actes de torture, mutilation des cadavres...). Là encore, la discipline est pourtant loin de tout expliquer et une grande partie de ces atrocités semble devoir être mise au compte de logiques

d'émulation voire de compétition entre ces tueurs, d'autant plus prégnantes que ces virtuoses de la violence vivaient et « travaillaient » souvent sous le même toit <sup>17</sup>. Au fil de ma lecture, je n'ai donc cessé d'être ramené à mes propres objets de recherche – pour les revisiter et les dépoussiérer. Il me semble que c'est là le signe de la réussite complète de ce bel ouvrage, qui mérite d'être lu bien au-delà des milieux africanistes. Plus qu'une somme sur le Tchad et ses guerres picrocholines, *Le métier des armes au Tchad* est un ouvrage de politique comparée essentiel, renouvelant toute une série de questions fondatrices des sciences sociales du politique.

**Laurent Gayer**

Chargé de recherche, CERI-CNRS

1. G. Dorronsoro, « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997, p. 135-157.
2. B. Berman et J. Lonsdale, *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*, vol. 1, *State and Class*, Londres, James Currey, 1992.
3. Sur le biais « pathologique » des approches en termes de « faillite » ou d'« effondrement » de l'État, voir T. Hagmann et M. V. Hoehne, « Failures of the State Failure Debate: Evidence from the Somali Territories », *Journal of International Development*, vol. 21, n° 1, 2009, p. 42-57.
4. N. Mariot, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, vol. 53, 2003, p. 154-177.
5. L. Gayer, *Karachi. Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres, Hurst, 2013 ; L. Gayer, « Le désordre ordonné : la fabrique violente de Karachi », *Les Études du CERI*, n° 196, septembre 2013.
6. N. Elias, « Figuration », in B. Schäfers (dir.), *Grundbegriffe der Soziologie*, Opladen, Leske et Budrich, 1986, p. 162, cité par R. van Krieken, *Norbert Elias*, Londres, Routledge, 1998, p. 48.
7. Pour un retour critique sur la réponse parsonienne au « problème hobbesien de l'ordre social », voir T. Burger, « Talcott Parsons, the Problem of Order in Society, and the Program of an Analytical



Sociology», *American Journal of Sociology*, vol. 83, n° 2, septembre 1977, p. 320-339.

8. D. C. North, J. J. Wallis et B. R. Weingast, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

9. N. Elias, *The Civilization Process*, Oxford, Blackwell, 2000, p. 257-268.

10. Pour une exception notable, on se référera à G. Bataillon (dir.), «Survivre. Réflexions sur l'action en situation de chaos», *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997.

11. P. Richards, «New War: An Ethnographic Approach», in P. Richards (dir.), *No Peace No War. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, 2005, p. 14.

12. S. N. Kalyvas, «The Ontology of "Political Violence": Action and Identity in Civil Wars», *Perspectives on Politics*, vol. 1, n° 3, septembre 2003, p. 475-494.

13. C. Browning, *Ordinary Men. Reserve Battalion Police 101 and the Final Solution in Poland*, Londres, HarperPerennial, 1993.

14. E. C. Hughes, «Professions», in E. C. Hughes, *The Sociological Eye. Selected Papers*, New Brunswick/Londres, Transaction Books, 2009 (1<sup>ère</sup> édition 1951), p. 374.

15. N. Scheper-Hughes, *Death without Weeping. The Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 220.

16. R. Collins, *Violence. A Micro-Sociological Theory*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2008, p. 404-405.

17. N. Khan, *Mohajir Militancy in Pakistan. Violence and Practices of Transformation in the Karachi Conflict*, Londres, Routledge, 2010.

---

## LE POINT DE VUE DE MORTEN BØÅS

**M**arielle Debos a écrit un livre fascinant sur un État pris entre guerre et paix, où la paix ne prévaut jamais longtemps et où les guerres civiles répétées n'aboutissent à aucune issue décisive. La violence ne produit que davantage de violence. Cela ne signifie pas nécessairement que Debos a tort lorsqu'elle avance que le type de violence qui s'exprime au Tchad contribue à une forme de stabilité. En ce sens, il pourrait en effet aussi contribuer à une construction plus institutionnelle de l'État en devenir. Toutefois, même si le métier des armes contribue actuellement à une forme de stabilité, celle-ci demeure violente et fragile. Car ce qui a émergé jusqu'alors n'est pas un hégémon ou un bloc hégémonique, mais un président qui demeure un « *big man* » parmi beaucoup d'autres (même s'il est le « plus grand » pour

l'instant). Celui-ci n'a jamais complètement soumis ou réussi à pénétrer les périphéries et est constamment contraint de naviguer et de négocier de manière *ad hoc* en fonction de circonstances situées largement hors de son contrôle.

C'est bien là la faiblesse relative des « *big men* » tchadiens. Ils peuvent manœuvrer et gouverner sur de longues périodes. Ils parviennent sans doute à maîtriser le jeu du pouvoir par des stratégies souvent violentes, mais ils n'ont pas pour autant construit des structures pour l'avenir ; des institutions capables de protéger l'État contre une large gamme de chocs internes et externes. Selon moi, le type de stabilisation par la violence que nous observons aujourd'hui au Tchad ne peut donc être que temporaire. Fondé sur la « navigation à vue », il s'oppose radicalement à la stabilité

institutionnelle que la violence a permis d'obtenir par exemple dans l'Éthiopie de Meles Zenawi. Là, les hommes en armes sont parvenus à asseoir leur leadership grâce à une reconversion du « maquis » à la « bureaucratie » : en Éthiopie, l'usage de la force a abouti, par conséquent, à une stabilité d'une tout autre nature et apparemment plus durable.

Selon cette perspective, se profile une trajectoire historique qui – depuis les anciens empires guerriers de Sao et de Kanem jusqu'aux répressions du colonialisme français et aux dirigeants postcoloniaux – trace sa voie sur un sentier sablonneux et produit une ligne de tension permanente entre la guerre et la paix – une guerre sans fin. La seule forme de stabilité à laquelle ce pays indépendant est parvenu est celle de l'insécurité et de l'incertitude du régime de Déby. Bien que le régime ne soit pas nécessairement voué à la chute dans un avenir prévisible, il est bâti sur des fondations si « mouvantes », pour paraphraser Maya Christensen, qu'il ne construira pas les bases institutionnelles de l'État dont il a grand besoin<sup>1</sup>. Le régime de Déby semble enfermé dans l'éternel problème de la fragmentation du pouvoir au Tchad. Incapable de trouver des solutions durables, il aboutit exactement aux mêmes formes de stratégies violentes que celles des précédents dirigeants et prétendants au pouvoir.

Marielle Debos offre une analyse particulièrement pertinente et détaillée de cette trajectoire à partir d'une perspective conceptuelle intéressante et bien argumentée même si, à mon sens, son argumentation concernant la violence et la stabilité aurait pu être plus nuancée : en établissant une distinction plus claire entre la stabilité temporaire obtenue par la violence et la stabilité plus transformatrice et institutionnelle que l'usage de la force a parfois

produite sur le continent. En tant que chercheur travaillant ailleurs en Afrique, j'ai peu, sinon rien à ajouter aux matériaux empiriques et aux problèmes spécifiques au contexte tchadien abordés dans ce livre. Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt et j'ai beaucoup appris. Je vais donc plutôt soulever quelques questions à partir de la perspective de la politique du « *big man* ». Cette approche offre une alternative précieuse pour décrypter un cas comme celui du Tchad, où l'agencéité des acteurs dépend de leur rôle et de leur importance en tant que « points nodaux dans les réseaux complexes du gouvernement informel », à l'échelle nationale comme régionale<sup>2</sup>. Elle met également en lumière les connexions entre les explications matérielles et celles en termes de représentations. Si elles ne sont pas prises au sérieux, les études sur la violence peuvent facilement, bien que de manière non intentionnelle, nous mener sur un terrain où ne sont perceptibles que les aspects liés aux ressources et à l'accumulation économique, faisant perdre de

**« LE RÉGIME DE DÉBY SEMBLE  
ENFERMÉ DANS L'ÉTERNEL  
PROBLÈME DE LA FRAGMENTATION  
DU POUVOIR AU TCHAD. »**

vue le fait que l'usage de la force est aussi lié aux imaginaires des passés, des présents et des futurs possibles. La violence et l'usage de la force ont une dimension fonctionnelle, au sens strict (au moins s'ils sont considérés selon la perspective de ceux qui, sur place, font usage de la force), et ont aussi trait à l'appartenance, au manque et donc au désir d'appartenance, et aux luttes (souvent, mais pas toujours violentes) qui lui sont liées.



Au Tchad, la scène politique est fragmentée entre le Nord et le Sud, entre Musulmans et Chrétiens et entre les individus d'origine ethnique différente. Aucune de ces divisions n'est, toutefois, un facteur suffisant pour expliquer cette trajectoire de conflits prolongés. Sur ce point, il aurait pu être intéressant de voir la guerre au Tchad, et le rôle des « *big men* » dans la perpétuation de ce conflit, dans une perspective contemporaine autant qu'historique. Les « *big men* » tchadiens ont certainement été « *big* » et le demeurent. Mais, à ce jour, aucun d'eux ne l'a été suffisamment pour acquérir un monopole durable de la violence et de l'usage de la force. Il faudrait

« L'USAGE DE LA FORCE  
EST AUSSI LIÉ AUX IMAGINAIRES  
DES PASSÉS, DES PRÉSENTS  
ET DES FUTURS POSSIBLES. »

donc une analyse mettant en avant non seulement des stratégies et des mécanismes de gouvernement utilisés, mais surtout les contradictions de l'agencéité et l'ambiguïté du pouvoir, les relations de hiérarchie, de domination et de subordination, aussi bien que la navigation entre les espaces d'agencéité tels qu'ils existent au Tchad. Cela pourrait aboutir à une forme d'agencéité qui forcerait les « *big men* » ou les « *very big men* » à devenir tacticiens par nécessité et à se concentrer sur l'immédiat, puisqu'ils ne peuvent se permettre une agencéité stratégique à long terme. C'est dans une telle perspective que le « *big man* » constitue un point nodal dans les réseaux informels de gouvernement qui s'étend aux institutions et aux réseaux étatiques et non-étatiques<sup>3</sup>. Ces points nodaux recouvrent les deux, mais ne sont ni l'un ni l'autre. L'essence de ces points nodaux réside dans leur ambi-

guïté ; ils existent parce qu'ils se situent dans les interstices de l'État et moins l'environnement étatique est formel, plus ce genre de « variables » est nécessaire pour négocier avec les réalités spécifiques au contexte<sup>4</sup>. La logique de ces points nodaux tend à se reproduire car ils mettent en place des relations de domination et de subordination auxquelles les acteurs essaient de se connecter, à la fois pour une question de survie mais aussi pour maintenir l'imaginaire du champ des possibles que l'agencéité même nécessite<sup>5</sup>.

Dans un environnement incertain comme celui du Tchad, la violence en tant que mode de production, d'accumulation, et simplement comme moyen de survie joue indiscutablement un rôle important, mais elle encourage aussi à rêver d'un passé où les choses étaient différentes (ou perçues comme différentes). Dès lors, la question se pose de savoir ce que les gens font quand ils ont perdu ou sont en train de perdre quelque chose qui leur est cher. Un certain nombre d'options est envisageable bien sûr mais indépendamment de la réponse apportée, il leur faut donner un sens à la perte pour expliquer pourquoi elle a eu lieu et, le plus souvent, pour savoir qui doit être blâmé. Ceci implique un processus de mise en récit de la mémoire, de construction de ce dont on se souvient et – très important – de ce qu'on peut se permettre de se souvenir : peu d'entre nous peuvent se permettre d'affronter l'infinie richesse de la mémoire. Toutefois, plus un milieu est difficile, incertain et violent, plus certaines trajectoires mémorielles deviennent centrales, car l'absence d'orientations crée du désespoir qui peut être remplacé par des certitudes violentes et mortelles<sup>6</sup>.

Ma question est donc de savoir comment une approche qui lie les manœuvres des « *big men* » et les perceptions et récits des

simples hommes en armes peut éclairer le cas du Tchad. Ceci peut revêtir une grande importance dans la mesure où les conflits au Tchad ont abouti, comme dans d'autres cas de guerre civile prolongée, à des formes de connivence au sein d'une géographie de la violence fragmentée basée sur les hommes et les lieux, et donc à l'échec à contraindre structurellement ces deux entités à fusionner en un projet durable de construction étatique institutionnalisée. Ce pourrait être la faiblesse relative du « *big man* » tchadien qui a façonné au fil du temps le caractère structurel des conflits. De l'époque précoloniale aux régimes postcoloniaux en passant par la période coloniale, la fluidité du pouvoir aurait pu aboutir à la centralisation, à la consolidation et à l'institutionnalisation de la violence et du système politique. Mais aucun de ces « *big men* » – qu'ils aient accédé ou pas à la présidence – n'a été capable de dépasser la « logique du maquis ».

Le jeu de ces acteurs concurrents et de leurs partisans est pratiqué au Tchad avec art et ingéniosité, mais de multiples facteurs extérieurs sont venus renforcer ces trajectoires. La France, mais aussi la Libye de Kadhafi ont joué des rôles essentiels. Après 1995, la relation entre Déby et Kadhafi est devenue plus étroite, mais aussi complexe et ambiguë<sup>7</sup>. On peut donc se demander non seulement à quel point les « règles » qui régissent ce type de pratiques politiques en ont été affectées, mais aussi si la chute de Kadhafi a transformé de manière significative la compétition pour le pouvoir au Tchad à travers le passage d'un « système » de clientèle extérieure relativement fixe à des relations *ad hoc* plus fluides entre les « *big men* » tchadiens et leurs homologues des pays voisins.

Après avoir été un centre névralgique de stratégies violentes et d'actions subversives dirigées contre plusieurs régimes de la région, Kadhafi a joué à partir des années 1990 un rôle différent. Aux interventions militaires et aux soutiens aux rébellions qu'il pratiquait dans les années 1970 et 1980, ont succédé les approches diplomatiques et l'investissement direct à l'étranger. Dans le contexte des relations tendues entre N'Djamena et Khartoum, le Tchad et le Soudan ont entretenu et utilisé des groupes rebelles basés sur leurs territoires respectifs. Sans être pour autant un artisan de la paix, Kadhafi a parfois apporté une stabilité dans la région. Sa chute et sa mort ont tout

« LA QUESTION SE POSE  
DE SAVOIR CE QUE LES GENS FONT  
QUAND ILS ONT PERDU  
OU SONT EN TRAIN  
DE PERDRE QUELQUE CHOSE  
QUI LEUR EST CHER. »

changé. La Libye n'est plus un bastion de stabilité aux frontières relativement bien contrôlées dans une région au voisinage incertain et déchiré par les conflits. Elle est devenue elle-même source d'instabilité. Ceci a indiscutablement posé un nouveau défi à Déby. Le président tchadien n'a reconnu le Conseil national de transition (CNT) libyen qu'après la chute de Tripoli. Cela s'explique par le fait que Déby s'est rendu à l'évidence que quiconque désire diriger le Tchad ne peut avoir de relations hostiles avec son voisin libyen. Cependant, cette tentative de se réconcilier avec les forces de la Libye post-Kadhafi ne signifie pas que rien n'a changé. Ce qu'il faut se demander, c'est si les transformations dans l'organisation des alignements, allégeances et alliances régionales vont affecter les



dynamiques de conflit au Tchad. Il serait intéressant de connaître la réponse apportée par Marielle Debos au défi que représente l'intégration d'une perspective régionale à son analyse. Nous ne parlons pas ici d'une perspective stato-centrée appliquée à la région dans son ensemble, mais d'une approche qui prenne en compte le fait que ceux qui entrent en compétition pour le pouvoir central dans leurs pays respectifs doivent aussi participer à un jeu régional de clients et d'alliés, et qu'il s'agit d'un jeu de diplomatie formelle aussi bien que d'actions plus subversives et de réseaux informels.

« COMMENT UNE APPROCHE  
QUI LIE LES MANŒUVRES  
DES "BIG MEN"  
ET LES PERCEPTIONS  
DES RÉSISTANTS  
EN ARMES PEUT ÉCLAIRER  
LE CAS DU TCHAD. »

Dans son livre, Marielle Debos ne témoigne pas seulement de sa très bonne connaissance du terrain, mais dialogue aussi de manière talentueuse avec la littérature générale sur les conflits et les révoltes en Afrique, critiquant même parfois l'approche du doyen des études sur les guérillas africaines, Christopher Clapham. Une telle discussion est bienvenue car si la typologie des guérillas africaines de Clapham a été novatrice, il semble que, quelques années plus tard, seule sa catégorie de « seigneur de la guerre » soit demeurée analytiquement utile<sup>8</sup>. Aujourd'hui cependant, il apparaît de plus en plus clairement que même cette catégorie est analytiquement déficiente. Tandis que le rôle des « *big men* » est central pour comprendre les conflits récents, la catégorie de « seigneur de la guerre » de

Clapham reste trop hiérarchique, rigide et centrée sur le charisme individuel pour saisir correctement les dynamiques en jeu dans les conflits contemporains en Afrique. Les différents réseaux et points nodaux qui les traversent ressemblent à des « bateaux passant dans la nuit » plus qu'ils ne représentent de grands projets et des alliances ou allégeances permanentes. Ces configurations politiques complexes sont passées de systèmes de gouvernement et de patronage monopolisés à un ensemble d'acteurs et de réseaux de patronage concurrents et d'alliances mouvantes. Elles sont caractérisées par leur flexibilité et leur capacité d'adaptation. Les acteurs sont en compétition pour contrôler ses points nodaux situés à la croisée de réseaux de tentatives de gouvernement informel qui collaborent mais sont aussi en concurrence et parfois en conflit violent pour l'accès au contrôle du pouvoir.

La fluidité de ces réseaux se reflète dans l'existence durable – mais aux fonctions changeantes – des « *big men* » régionaux et locaux au sein de ces insurrections armées. Ce que l'on remarque dans nombre de sociétés africaines, ce sont les nouvelles formes que prennent ces réseaux et marchés régionaux comme internationaux et le niveau croissant de connections à ces derniers des « *big men* » (avec leurs réseaux de pouvoir). Cela a contribué à augmenter le nombre et élargir le répertoire de systèmes de gouvernement en Afrique conduisant à des réseaux de plus en plus caractérisés par leurs capacités d'adaptation et leurs changements stratégiques d'alliances. Tel est le tableau des conflits et insurrections auxquels nous faisons face aujourd'hui en Afrique et auxquels nous allons continuer d'être confrontés dans un futur proche au Tchad et au Sahel, dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest, en

Somalie et dans l'Est de la RDC. Notre tâche analytique immédiate est donc non seulement de modifier le cadre conceptuel élaboré par Clapham, mais de nous en inspirer pour le déconstruire et pousser la réflexion au-delà. Dès lors, même si j'ai tracé les contours d'une lecture alternative à celle de Marielle Debos sur la relation entre la violence et la stabilité au Tchad, son livre représente une contribution importante aux efforts de la nouvelle génération de chercheurs pour accomplir ce travail.

**Morten Bøås**

Research Professor  
Norwegian Institute of International Affairs  
(NUPI)

Traduction : Pierre Guidi

1. M. M. Christensen, *Shadow Soldiering: Mobilisation, Militarisation and the Politics of Global Insecurity in Sierra Leone*, Department of Anthropology, University of Copenhagen, PhD Series, n° 75, 2013.
2. M. Bøås, « Castles in the Sand: Informal Networks and Power Brokers in the Northern Mali Periphery », in M. Utas (dir.), *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, Zed Books, Londres, 2012, p. 119-134.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. M. Bøås, « Youth Agency in the Violent Life-Worlds of Kono District (Sierra Leone), Voinjama (Liberia) and Northern Mali: Tactics and Imaginaries », *Conflict, Security & Development*, vol. 13, n° 5, 2103, p. 611-629.
6. M. Bøås et K. C. Dunn, *The Politics of Origin in Africa: Autochthony, Citizenship and Conflict*, Zed Books, Londres, 2013.
7. International Crisis Group, *Africa Without Qaddafi: the Case of Chad*, Bruxelles, ICG, 2011.
8. C. Clapham, *African Guerrillas*, Oxford, James Currey, 1998.

## LE POINT DE VUE DE MIRJAM DE BRUIJN

Ceux qui ont voyagé ou fait de la recherche au Tchad trouveront dans le livre de Marielle Debos un sens à ce qu'ils y auront observé au quotidien. L'omniprésence de l'armée, de la police ou d'individus agissant comme tels imprime sa marque à la vie de tous les jours, tant dans les rues de la capitale N'Djamena que dans les petits villages de la région du Guéra, au centre du pays. Leur omniprésence s'accompagne d'un étalage d'armes. Des armes qui impressionnent, qui suscitent la peur mais font également partie de la vie de tous les jours. Cette expérience quotidienne des armes renvoie aux notions de violence, de conflit et de peur, mais elle révèle également l'interconnexion entre

acteurs étatiques, militaires, rebelles, combattants et « gens ordinaires » qui, ensemble, forment la société tchadienne. C'est bien cette « pratique » des armes qui constitue l'argument central de l'ouvrage.

L'étude du « métier des armes » apporte un éclairage nouveau sur les débats relatifs à l'État et au politique en Afrique et à la relation entre société et conflit. L'auteure place au cœur de son analyse l'idée que la guerre et le conflit font partie intégrante des dynamiques sociales<sup>1</sup>. Le choix de « suivre » les armes plutôt que les acteurs apporte un argument supplémentaire à la thèse de Patrick Chabal selon laquelle dans l'analyse de la politique africaine l'« agencéité » – la relation entre agents et structures, qui ici se



joue dans la circulation et l'usage des armes – devrait être mise au premier plan<sup>2</sup>. Les armes n'ont pas de frontières. Elles sont mobiles et de façon significative elles « agissent ». À partir de descriptions fines d'itinéraires d'hommes en armes, d'observations d'événements et d'accidents au cœur de cette société, mais aussi à partir d'une ample lecture des médias et de la littérature, Debos montre l'importance de la fluidité pour comprendre les sociétés d'Afrique centrale et d'ailleurs sur le continent (et dans le reste du monde).

« L'AUTEURE PLACE AU CŒUR  
DE SON ANALYSE L'IDÉE  
QUE LA GUERRE ET LE CONFLIT  
FONT PARTIE INTÉGRANTE  
DES DYNAMIQUES SOCIALES. »

En me fondant sur mon expérience personnelle et mes propres travaux au Tchad et dans la région<sup>3</sup>, je voudrais poser trois questions liées aux thèmes abordés par Marielle Debos : que signifie la notion de société civile au Tchad, ou, dit autrement, la notion de « citoyenneté » y a-t-elle un sens ? Dans quelle mesure cette analyse de la « politique » tchadienne contribue-t-elle au « tournant de la mobilité » dans les sciences sociales ? Et enfin dans quelle mesure la méthodologie choisie dans ce travail fait-elle écho à des débats méthodologiques récents concernant l'étude des conflits et de la guerre ?

« Le métier des armes » estompe la distinction entre acteurs étatiques, gens « ordinaires », rebelles, etc. Dans une famille normale, on peut en effet trouver des jeunes gens engagés dans la rébellion, d'autres ayant rejoint l'armée, et des hommes plus âgés qui au cours de leur vie ont expérimenté toutes ces options. Il n'est pas une famille au Tchad qui

ne soit affectée par les hommes en armes<sup>4</sup>. Ce rôle structurant des armes est l'expression de relations de pouvoir et de subordination. Les armes sont comme les racines d'un arbre : elles entrent partout et contrôlent la société dans tous les domaines et à tous les niveaux. Au Tchad, le pouvoir des hommes en armes dépasse de loin celui de l'État. En réalité, le pouvoir de l'État s'incarne dans les individus qui portent les armes. Lorsque j'évoque cette comparaison radicale (basée sur le concept d'État rhizome de Deleuze et Guattari), c'est pour mieux appréhender l'absence d'organisations civiles au Tchad comme je l'ai observé à partir de 2003<sup>5</sup>. J'ai mis en doute dans mes travaux la possibilité d'être un citoyen au Tchad, c'est-à-dire une personne qui dans sa relation à l'État peut s'attendre à une protection et des services. Le regroupement de citoyens unis qui contrebalancerait le pouvoir de l'État semblait alors impossible. J'ai expliqué cela en le mettant en relation avec la peur générée par les structures mises en place par ce même État censé protéger ses citoyens. Dans *Le métier des armes*, Marielle Debos offre une autre explication à l'absence de citoyenneté. Elle indique clairement que ce n'est pas seulement une impossibilité, mais que l'absence de citoyenneté est au cœur même de la société tchadienne. C'est le métier des armes qui façonne les structures auxquelles les gens sont liés et dont ils espèrent une « protection ». Dans de telles fabriques sociales, la citoyenneté n'est pas une catégorie de l'appartenance. Les gens se réfèrent à d'autres structures d'appartenance telles que l'ethnicité, la famille ou la région. Le métier des armes en tant que principe fondamental structurant la société nie ainsi les frontières nationales et l'État en tant qu'institution sur laquelle compter, mais il crée aussi de nouvelles frontières

d'appartenance qui potentiellement contribuent au métier des armes.

Au Tchad, les individus ne sont pas seulement liés au métier des armes en tant que participants actifs (dans certaines phases de leur vie au moins), ils y sont également confrontés dans leur vie de tous les jours. Le métier des armes façonne les décisions et les rapports quotidiens car il donne aux gens le sentiment de ne pas être protégés et représente, de fait, une menace constante sur leurs moyens d'existence, parce qu'ils seront peut-être amenés à fuir à cause de la peur. La peur, la subordination et l'absence de pouvoir pourraient être au centre d'un autre ouvrage visant à comprendre l'absence de citoyenneté au Tchad<sup>6</sup>. Une telle analyse ne pourrait probablement pas se dispenser d'une analyse des motivations de la guerre qui, plutôt que de s'attarder sur ses pratiques, s'intéresserait aux émotions et aux impossibilités en tant que déterminants essentiels des choix faits par les individus dans un contexte régi par les armes. Le Tchad n'est pas un État failli mais plutôt un État qui joue le jeu des armes et dans lequel les gens ordinaires, par leurs actions, nourrissent le cycle de violence, que ce soit comme acteurs de violence et/ou comme victimes, puisque là encore les distinctions sont gommées.

Cette impossibilité d'être citoyen remet en cause plusieurs initiatives d'organisations internationales visant à développer une voix contestataire au Tchad. Ces organisations qui agissent selon l'idée d'un fonctionnement de l'État au sens européen du terme auraient tout à gagner à lire *Le métier des armes*.

L'analyse de Marielle Debos montre avec force comment le cycle de la violence et la guerre ont construit le Tchad, comment la distinction entre la paix et la guerre n'a pas de sens, puisqu'il existe toujours un entre-

deux. La fluidité des frontières, la circulation du métier des armes et des armes elles-mêmes, mais aussi des individus, dont les itinéraires se mêlent aux armes et s'en distinguent alternativement, sont au cœur de ce cycle. Pour comprendre celui-ci, nous devons porter notre attention sur la fluidité, les dynamiques, les non-frontières et littéralement sur le « mouvement ». La guerre n'est pas sédentaire, mais façonnée par le mouvement des individus, des armes, de la nourriture, etc. C'est la mobilité du conflit

« L'ABSENCE DE CITOYENNETÉ  
EST AU CŒUR MÊME  
DE LA SOCIÉTÉ TCHADIENNE. »

qui construit ces dynamiques. Ces dynamiques s'étendent par delà les frontières nationales et influencent de vastes régions. Ceci ne constitue pas seulement une réalité des guerres et des conflits contemporains. Comme Debos le démontre, ce phénomène est profondément ancré dans une histoire de la mobilité et de la fluidité de la région. Le « tournant de la mobilité », tel qu'introduit par John Urry<sup>7</sup>, est confirmé par ce travail historique sur les armes. L'argument d'Urry, repris depuis par les géographes et les anthropologues<sup>8</sup>, s'inscrit dans la lignée du livre de James Scott *Seeing Like a State*<sup>9</sup>. Le point central de cette analyse est que les catégories préétablies qui ont trop longtemps guidé les analyses sociétales devraient être remplacées par des catégories plus flexibles et dynamiques ; ainsi, ce n'est pas la sédentarité qui définit la vie mais la mobilité. C'est un enseignement précieux dont devraient s'inspirer les décideurs politiques pour ouvrir un débat sur les politiques de pacification. Les situations d'interventions de paix font, en effet, également partie de ce même cycle.



Pour finir, j'aimerais soulever une réflexion méthodologique sur l'importance, dans la recherche, du travail ethnographique sur la guerre. A-t-on besoin de faire un travail sous les balles pour comprendre les dynamiques sociales de la guerre et des sociétés en guerre ? Au cours des années passées, cette question a été au centre de conférences et de panels à l'EASA (European Association of Social Anthropologists – voir aussi le réseau PACSA, Peace and Conflict Studies in Anthropology), à l'ECAS (Conférence européenne des africanistes) et

**« LE “TOURNANT DE LA MOBILITÉ”,  
TEL QU'INTRODUIT PAR JOHN URRY,  
EST CONFIRMÉ PAR CE TRAVAIL  
HISTORIQUE SUR LES ARMES »**

d'initiatives plus locales (comme à l'université de Gand par exemple). La recherche en situations de guerre soulève plusieurs questions éthiques et existentielles en plus de représenter un danger potentiel pour le chercheur. De récentes études se sont intéressées aux trajectoires des rebelles (par exemple en Centrafrique ou dans l'Est du Congo) et tentent de comprendre la vie dans la guerre de l'intérieur<sup>10</sup>. L'étude de Debos est une thèse opportune et convaincante démontrant qu'il n'est nul besoin d'être au cœur de la guerre pour en comprendre les dynamiques. La guerre ne peut être définie par un lieu. Elle est partout, dans la tête des gens et les objets de la guerre (les armes). Nul besoin d'observer les combats pour comprendre ce qu'est la guerre et comment elle transforme la société. L'approche de Debos offre une réponse à de profondes questions éthiques dans ce domaine.

Debos fait le choix d'étudier la pratique de la guerre et non les motivations de la guerre. Les principaux acteurs décrits par l'auteure

ont fait de la guerre leur métier. La pratique des armes est devenue leur vie et leur moyen d'existence. D'autres acteurs pourtant n'ont pas eu la chance de faire de l'économie de guerre un moyen d'existence, bien au contraire. Dans mes travaux, j'ai porté mon attention sur les individus situés « de l'autre côté des armes » (même si la division entre ces deux groupes n'est pas toujours claire). Dans mes rapports avec ces derniers, j'ai été profondément affectée par les émotions de peur, de désespoir et de solitude exprimées<sup>11</sup>. L'analyse de Debos nous offre une description détaillée du fonctionnement du (non)-État tchadien. Mais elle n'offre pas assez d'éléments sur les acteurs pour comprendre les choix qu'ils font. Il me semble qu'une plus grande élaboration autour des motivations et des émotions, qui sont les véritables moteurs des choix que font les individus, permettrait de mieux comprendre les dynamiques des situations guerre-paix en Afrique.

J'abonde dans le sens de Marielle Debos lorsqu'elle argue que si l'on peut observer les pratiques des gens, les raisons de ces pratiques et les émotions sont moins faciles d'accès. Les historiens et les anthropologues ne sont pas des psychologues. Pourtant une approche interdisciplinaire contribuerait à une meilleure connaissance des raisons des choix effectués par les individus. Je me réfère ici aux études de la migration qui ont récemment pris les émotions et les motivations comme éléments centraux pour expliquer les choix des migrants<sup>12</sup>. Dans l'analyse des conflits, il existe encore une division entre ceux qui travaillent sur la « guérison », c'est-à-dire plus orientés vers la psychologie en ce qu'ils travaillent sur les traumatismes et la réconciliation, et ceux qui travaillent sur la sociologie de la guerre. Il est temps de faire dialoguer ces deux approches.

Être sur un terrain en guerre, c'est comprendre l'expérience et les émotions de ceux qui vivent les guerres. Cette compréhension advient également à travers les entretiens menés avec ceux qui ont fait face au long de leur vie à tant de choix impossibles, ceux pour lesquels les armes représentent un métier ou un élément indissociable de leur existence, qui ont connu à la fois la misère et la fortune engendrées par les conflits, et pour qui « vivre avec les armes » est devenu la normalité de la vie. La confrontation avec leurs histoires et les sentiments qu'ils suscitent chez le chercheur aident ce dernier à comprendre le pourquoi de la guerre. Il faudrait autoriser cette intersubjectivité dans notre analyse. Ces entretiens m'ont laissé un respect profond pour les gens qui vivent au Tchad et un sentiment tout aussi profond d'impuissance face aux situations qu'ils connaissent. L'analyse que Marielle Debos, dans son dernier chapitre et ses conclusions, fait du fonctionnement de l'État m'a également aidé à mieux comprendre et à conceptualiser les vies des Tchadiens ordinaires qui se voient refuser une véritable citoyenneté.

**Mirjam de Bruijn**

Leiden University – African Studies  
Centre Leiden

Traduction : Sandrine Perrot

1. C. Cramer, *Civil War is not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, Londres, Hurst & Co., 2006 ; P. Richards (dir.), *No Peace, No War, An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Athens/Oxford, Ohio University Press/James Currey, 2005.

2. P. Chabal, *Africa. The Politics of Suffering and Smiling*, Londres/New York, Zed Books & Pietermaritzburg, University of Kwazulu-Natal Press, 2009.

3. J'ai commencé mes recherches au Tchad en 2002. J'y ai vécu un an avec ma famille et y suis

retournée après 2003 presque chaque année pour des périodes plus courtes. En 2008, j'ai débuté un projet de recherche sur le rôle des technologies de communication au Tchad (voir <mobileafrica revisited.wordpress.com>) qui désormais se poursuit à travers un nouveau projet autour du rôle des technologies de l'information et de la communication et des médias sociaux dans le conflit (voir <connecting-in-times-of-duress.nl>).

4. M. E. de Bruijn et H. van Dijk, « The Multiple Experiences of Civil War in the Guera Region of Chad 1965-1990 », *Sociologus*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 61-98.

5. M. E. de Bruijn, « The Impossibility of Civil Organisations in Post-war Chad », in A. Bellagamba et G. Klute (dir.), *Beside the State: Emergent Powers in Contemporary Africa*, Cologne, Rüdiger Köppe Publishers, 2008, p. 89-105.

6. D. Seli, « (De)connexions identitaires post-conflit. Les Hadjeray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication », PhD dissertation, Leiden University, 2013 (à paraître en 2014, Langaa/ASC).

7. J. Urry, *Sociology beyond Societies. Mobilities for the Twenty-first Century*, Londres/New York, Routledge, 2000.

8. P. Adey, *Mobility*, New York, Routledge, 2010 ; N. B. Salazar, « Towards an Anthropology of Cultural Mobilities », *Journal of Migration and Culture*, vol. 1, 2010, p. 53-68 ; M. E. de Bruijn, D. Foeken et R. van Dijk (dir.), *Mobile Africa, Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond*, Leiden, Brill, 2001.

9. J. Scott, *Seeing Like a State, How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1999.

10. L'une des premières études sur le sujet fut l'ouvrage de Nordstrom sur l'Angola. Son expérience a été également retranscrite dans un ouvrage souvent cité à ce propos : voir A. C. G. M. Robben et C. Nordstrom (dir.), *Fieldwork Under Fire, Contemporary Studies of Violence and Survival*, Berkeley, University of California Press, 1995.

11. Voir M. E. de Bruijn et H. van Dijk, « The Multiple Experiences... », art. cit. ; D. Seli, « (De)connexions... », art. cit.

12. Voir, par exemple, N. Glick Schiller et N. B. Salazar, « Regimes of Mobility Across the Globe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n° 2, 2013, p. 183-200 ; Z. Skrbiš, « Transnational Families : Theorising Migration, Emotions and Belonging », *Journal of Intercultural Studies*, vol. 29, n° 3, 2008, p. 231-246.



## LA RÉPONSE DE MARIELLE DEBOS

**L**e *métier des armes* fait le pari de documenter et d'analyser ce qui se passe dans les espaces et les moments où la guerre semble suspendue. Que comprend-on de la guerre quand on l'étudie dans et par ses marges ? Que comprend-on du gouvernement par les armes quand on traverse, au même rythme que les enquêtés, les frontières de la guerre et de la paix ? Dans l'entre-guerres, la violence physique reste l'exception. C'est la menace de la violence plus que le recours effectif à celle-ci qui marque la vie quotidienne, comme dans le film *Un homme qui crie* du réalisateur tchadien Mahamat Saleh Haroun<sup>1</sup> où l'on

« LA VIOLENCE DE LA GUERRE  
EST INDISSOCIABLE  
DE LA VIOLENCE PLUS INSIDIEUSE  
DE L'ÉTAT ET DU MARCHÉ. »

entend à intervalles réguliers des bruits de guerre (survol de la ville par des avions, informations sur les combats diffusées à la radio ou la télévision...) sans que celle-ci n'apparaisse jamais à l'écran. Dans ce film comme dans mon livre, le regard décalé permet de montrer que la violence de la guerre est indissociable de la violence plus insidieuse de l'État et du marché<sup>2</sup>. Le personnage principal du film, Adam, est impuissant face à l'État et à la guerre qui lui arrachent son fils et face aux nouvelles règles de management néolibéral qui le privent de son emploi et l'humilient, de la même façon que les commerçantes et les passagers du bus dont je parle dans les premières pages de l'ouvrage doivent composer au quotidien avec l'impunité accordée à des individus en vertu de leur

proximité avec le pouvoir d'État. Une telle approche comporte un risque : faire passer au second plan la violence guerrière. Elle a cependant le mérite de mettre en lumière la façon dont la guerre se poursuit, avec d'autres moyens, hors du champ de bataille – et dans le hors-champ, quand la production de rapports d'expertise a décliné avec l'apparent apaisement de la « crise »<sup>3</sup>. Laurent Gayer souligne que l'ouvrage est peu disert sur la matérialité de la violence et propose des pistes de recherche pour l'aborder. L'une d'entre elles consiste à étudier les effets des armes disponibles sur les techniques ainsi que sur les dynamiques et les niveaux de la violence. Il est impossible de formuler des propos généraux sur la létalité des guerres au Tchad. Il n'y a pas *une* mais *des* guerres et *des* manières de recourir à la violence. L'afflux de ressources financières et d'armes en provenance de la Libye à la fin des années 1970 a permis le passage des jacqueries paysannes aux rébellions professionnalisées (les « politico-militaires »). Ces dernières années, le nouvel équipement de l'armée tchadienne, des avions et des hélicoptères de combat acquis grâce à – ou à cause de – l'argent du pétrole, a déjà modifié la façon de mener la guerre et de gouverner les forces armées. On n'a pas encore pris la mesure des effets de l'entrée du pays dans l'ère pétrolière.

Je retiens également la suggestion de Gayer d'écrire sur le « sale boulot » de la violence et l'apprentissage de celui-ci. Une telle analyse conduirait cependant à mener une autre enquête et à écrire un autre livre<sup>4</sup>. Ici, j'ai cherché à comprendre comment l'État utilise une main-d'œuvre combattante bon marché et la déploie dans

différents espaces de la guerre et de l'entre-guerres, au Tchad et dans les États voisins. Je me suis intéressée aux mécanismes de la différenciation sociale au sein du monde des armes pour montrer que l'habileté dans le maniement de la kalachnikov compte moins que l'accès à l'État. Alors que le discours sur l'entrepreneuriat individuel porté par l'idéologie néolibérale n'a jamais été aussi puissant, rappelons cette évidence : la main-d'œuvre combattante, pas plus que celle de l'usine dans d'autres régions du monde, ne prend pas la place du patron en faisant un « bon boulot ». Le métier des armes est marqué par des rapports de pouvoir. La fluidité des loyautés et la mobilité des combattants vont de pair avec des hiérarchies et des frontières. La démarche suggérée par Laurent Gayer rejoint la mienne sur un point crucial : que l'on analyse la socialisation et les façons d'« exceller dans la violence » ou que l'on mette en évidence les mécanismes de la différenciation sociale, il s'agit dans les deux cas de désenclaver l'objet de recherche qu'est la violence pour considérer les aspects les plus ordinaires du travail quotidien et du métier des armes.

Pour faire écho aux commentaires de Morten Bøås sur la mémoire et les sentiments de perte et à ceux de Mirjam de Bruijn sur la peur et les émotions, il faut ajouter que les violences de la période coloniale et postcoloniale marquent les imaginaires et ont encore des effets aujourd'hui. Les violences passées sont invisibles dans l'espace public. Leurs traces sont effacées. La mort des personnes « victimes de disparitions forcées » n'est jamais annoncée, leur corps n'est par définition jamais retrouvé. L'État marque son emprise en tuant mais aussi en subtilisant les corps<sup>5</sup>. « Ici, des gens ont été tués et enterrés quand les combats entre l'armée et les rebelles ont repris », me dit

un jour un habitant de Moundou (principale ville du Sud), alors que l'on marchait dans une rue que rien ne distinguait d'une autre<sup>6</sup>. L'absence de traces de la répression et de la guerre renvoie aux politiques récentes de rénovation urbaine qui, avec l'ambition de transformer N'Djamena en vitrine de l'Afrique centrale, font opportunément disparaître ce qui restait des guerres passées. Je ne considère cependant pas l'entre-guerres comme la poursuite d'imaginaires

« L'ÉTAT UTILISE  
UNE MAIN-D'ŒUVRE COMBATTANTE  
BON MARCHÉ ET LA DÉPLOIE  
DANS DIFFÉRENTS ESPACES  
DE LA GUERRE  
ET DE L'ENTRE-GUERRES. »

ou d'habitus guerriers dont il serait difficile de se défaire mais comme le produit d'un mode de gouvernement. Là encore, la question du pouvoir d'État est centrale. Je n'emploie pas la formule « violence d'État » mais « gouvernement par les armes ». Ce mode de gouvernement ne peut en effet être réduit à l'usage de la violence physique, même si celle-ci est à l'origine de tous les régimes qui se sont succédé. Le gouvernement par les armes passe aussi par la distribution de positions de prédation et de l'octroi de l'impunité aux affidés du moment. Ceux qui doivent leur position à une trajectoire guerrière peuvent alors gouverner par des « décrets sans numéro », c'est-à-dire des règles non écrites mais connues de tous et toutes qui autorisent les prélèvements et extorsions.

Comme l'affirme Morten Bøås, Idriss Déby est un « *Big man* » parmi d'autres, mais un peu plus fort, susceptible de jouer des fluidités et de négocier avec divers acteurs au Tchad et hors du Tchad pour se



maintenir. Je réfute toutefois l'idée selon laquelle la « faiblesse relative du *Big man* » et le manque de « fondations institutionnelles pour l'État » sont à l'origine des conflits. J'adopte au contraire un regard critique sur le paradigme de la stabilité et de la nécessaire (re)construction de l'État – et sur les politiques qui s'en inspirent. D'une part, même si ce n'est pas la thèse défendue par Bøås, il est utile de rappeler que la consolidation de l'appareil d'État ne s'accompagne pas nécessairement d'un mode de gouvernement moins violent.

« AU-DELÀ DU CAS DU TCHAD,  
LE LIVRE INTERROGE  
LES FRONTIÈRES SOCIALES,  
POLITIQUES ET THÉORIQUES  
DE LA GUERRE ET DE LA PAIX. »

La présidence de Hissène Habré a été considérée comme un moment de reconstruction de l'État<sup>7</sup>. On connaît désormais le coût humain de cette « reconstruction ». D'autre part, il me semble important d'interroger les logiques qui président à la bureaucratiation de la violence et à la « stabilité institutionnelle ». La domination est un mode de régulation de la violence particulièrement efficace. Inutile de tirer des coups de feu si les ex-rebelles et les civils ne sont de toute façon pas en mesure d'opposer une résistance. Comme nous l'apprend la sociologie historique (Norbert Elias, Charles Tilly...), l'État moderne en Europe s'est formé quand un « *Big man* » (ou plutôt une lignée de « *Big men* ») a réussi à s'imposer – l'expression « *Big men* » ayant d'ailleurs le mérite de souligner que les vainqueurs de cette histoire ne sont pas des femmes. Peut-on pour autant considérer que le problème d'un pays comme le Tchad réside dans le fait que le « *Big man* » est encore trop petit ?

Je préfère opérer un autre détour. Le cas du Tchad nous donne à voir un mode de gouvernement singulier mais non exceptionnel, dans un contexte où la violence n'a été ni contenue ni policée. Parce que les armes sont visibles au quotidien, et que la guerre est un souvenir récent (quelques années tout au plus), les gens ne peuvent ignorer la part de violence dans l'exercice du pouvoir. Quand bien même les porteurs d'armes ont endossé des habits civils pour devenir ministres, gouverneurs de région ou préfets, ils n'en restent pas moins les vainqueurs de la dernière guerre<sup>8</sup>. Certes, le fait que les anciens porteurs d'armes se saisissent d'instruments administratifs pour gouverner change la donne et peut, dans bien des cas, faire baisser le niveau de violence physique. Mais l'institutionnalisation de la violence ne peut être confondue avec sa fin. La fin de la guerre n'annonce pas nécessairement la paix. Le régime d'Idriss Déby n'est en effet pas seulement bâti sur des « bases mouvantes », mais aussi et surtout sur des bases inégalitaires. On ne peut se féliciter du passage d'une « stabilité temporaire violente » à « une stabilité plus transformatrice et institutionnelle » que si cette dernière est associée à des bases non seulement plus solides mais aussi plus justes.

Dans sa contribution au débat comme dans ses propres travaux, Mirjam de Bruijn souligne « l'absence de citoyenneté » au Tchad. La question est cruciale, même si je formule les choses de façon sensiblement différente en montrant que les processus de professionnalisation de la politique et de formation du métier des armes sont liés. Comment (et pourquoi) faire de la politique sans armes quand celles-ci sont restées la clé du succès ? L'opposition civile navigue entre répression et cooptation dans un contexte où seul le Mouvement Patriotique

du Salut (le parti créé après le coup d'État d'Idriss Déby) est capable d'entretenir des relations de clientèle dans toutes les régions du pays. J'ai déjà fait part de ma perplexité face à la relance du processus électoral, après un accord entre le gouvernement et l'opposition civile dont le principal signataire a été liquidé<sup>9</sup>.

Les acteurs des mobilisations sociales et politiques sont régulièrement intimidés<sup>10</sup>. Si des associations et des mouvements dits de la « société civile » ont un rôle important dans la capitale et dans le Sud, leur travail est difficile et dangereux dans les régions de l'Est et du Nord considérées comme stratégiques par le régime. L'accès à la parole publique et au champ politique est en outre généré. Si un petit groupe de femmes est reconnu pour son militantisme (sur les questions liées aux droits des femmes, à la paix et à la justice notamment<sup>11</sup>), ces dernières sont quasiment exclues de l'opposition partisane et « politico-militaire ». Aucun parti politique d'opposition n'a permis à une femme d'accéder à une position de pouvoir au sein de l'organisation. Les hommes monopolisent la direction des mouvements rebelles. Si la confiscation du pouvoir par les hommes n'est pas spécifique au Tchad, celle-ci est renforcée par la centralité de la filière politico-militaire d'accès aux postes politiques. La trajectoire de l'État a ainsi participé de la formation d'une classe masculine de professionnels de la politique en armes.

Le livre, écrit à partir d'une enquête menée pour l'essentiel au moment de la « crise politico-militaire »<sup>12</sup>, est peut-être paradoxalement plus utile aujourd'hui, alors que les commentateurs s'empressent de saluer l'apparente stabilité du pays. Au-delà du cas du Tchad, le livre interroge les frontières sociales, politiques et théoriques de la guerre et de la paix. En m'inscrivant dans

les travaux qui remettent en cause le caractère exceptionnel de la guerre, je n'ai pas seulement voulu poursuivre l'hypothèse continuiste<sup>13</sup>, mais aussi engager une réflexion sur l'ordinaire d'un mode de gouvernement violent et prédateur. L'ouvrage est enfin une invitation à sortir des problématiques imposées par les discours dominants sur l'Afrique et les zones dites en crise et à imaginer, bien au-delà du continent, des façons de gouverner susceptibles de produire un ordre politique et social moins violent.

**Marielle Debos**

Université Paris Ouest Nanterre – Institut des  
Sciences sociales du Politique

1. *Un homme qui crie* est sorti en 2010.
2. C. Garritano, « Bloody Billionaires and Screaming Men: Visualizing Human Life as Exchange Value in recent African Screen Media », Communication présentée à la Conférence de l'African Studies Association, Philadelphie, novembre 2012.
3. Depuis la fin de la guerre par procuration que se livraient le Tchad et le Soudan, le nombre de rapports écrits sur le Tchad a décliné.
4. J'ai traité ailleurs des techniques mobilisées pour endurer la violence par les combattants de la rébellion de François Bozizé en 2003 en Centrafrique. M. Debos, « Quand les « libérateurs » deviennent des « bandits ». Guerre et marginalisation sociale à la frontière tchado-centrafricaine », in R. Bazenguissa-Ganga et S. Makki (dir.), *Sociétés en guerre. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2012, p. 93-110.
5. Sur la subtilisation des corps et les combats des plus pauvres pour empêcher la « disparition » du corps de leurs morts, voir N. Scheper-Hughes, *Death without Weeping. The Violence of everyday Life in Brazil*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1992.
6. En 1997, l'armée attaque les combattants des Forces Armées pour la République Fédérale (FARF), un groupe rebelle du Sud qui venait de signer un accord de paix.
7. W. Foltz, « Reconstructing the State of Chad », in W. Zartman (dir.), *Collapsed States. The Disinte-*



*gration of Legitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995.

8. J'ai développé cet argument dans un article centré sur l'administration locale et son rôle dans le gouvernement par les armes: M. Debos, «La guerre des préfets. Répression, clientélisme et illégalismes d'État dans l'entre-guerres tchadien», *Politix*, n° 104, 2013, à paraître.

9. Sur l'Accord du 13 août 2007, la «disparition forcée» de Ibni Oumar Mahamat Saleh et le dernier cycle électoral, voir la préface et le chapitre 2 de l'ouvrage.

10. Sur les arrestations et intimidations de politiques, de journalistes et de militaires en mai 2013, alors que l'attention médiatique était tournée vers l'intervention de l'armée tchadienne aux côtés de l'armée française au Mali, voir M. Debos, «Pendant la guerre au Mali, au Tchad...», *Libération*, 28 mai

2013. Voir également l'article de Roland Marchal, «Le Tchad entre deux guerres? Remarques sur un présumé complot», *Politique africaine*, n° 130, juin 2013, p. 213-223.

11. Les militantes ne sont pas épargnées par la répression. En 2001, des femmes organisent une manifestation pour dénoncer les irrégularités des élections présidentielles devant l'Ambassade de France à N'Djamena. Des grenades sont utilisées par la police pour les chasser. Plusieurs d'entre elles sont blessées.

12. Le travail de terrain a été mené entre 2004 et 2010.

13. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (3<sup>e</sup> édition), chapitre 1, «L'hypothèse de continuité», p. 1-44.